

10 SEPT 2024

N/Réf : OFP/DAL/S.MAR. /N° 1116/2024

Casablanca, le

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA SOCIETE

.....

Objet : Appel d'offres ouvert national n° 107/2024 : Réalisation de l'Audit Comptable et Financier de l'OFPPT au titre des exercices 2024, 2025 et 2026 et validation et visa des déclarations trimestrielles relatives aux délais de paiement.

PJ : Dossier d'Appel d'offres modifié.

Monsieur,

Suite à la demande d'éclaircissement des concurrents, concernant l'appel d'offres n°107/2024 cité en objet, nous avons l'honneur de vous communiquer les précisions fournies, à savoir :

Question 1 : L'article 5 du CPS (page 25/49) prévoit un délai d'exécution de 4 mois pour la mission 1 composée de 4 sous-missions. La sous-mission 2 faisant partie de la mission 1 portant sur l'audit des états de synthèse inclut « l'audit annuel des états de synthèse » et « l'audit des états de synthèse consolidés ».

En termes de phasage des différentes sous-missions, est-ce qu'il sera procédé à l'émission des ordres de services de commencement séparés par le maître d'ouvrage étant donné que l'organisation des 4 sous-missions et notamment « l'audit des états de synthèse consolidés » nécessitent des adaptations particulières en termes de dates d'intervention en fonction de la disponibilité des données à auditer ? Si oui, quel est le délai d'exécution à réserver à chaque sous-mission ou sous-composant ?

A rappeler que conformément à la page 39/49 du CPS, l'auditeur utilise dans le cadre de ses travaux d'audit des états de synthèse consolidés, les rapports des commissaires aux comptes des filiales qui ne sont généralement disponibles que vers la fin du mois de juin de chaque année.

Réponse 1 : Le délai d'exécution de la mission 1 est fixé à 4 mois et 15 jours, réparti comme suit :

- Quatre (4) mois pour l'exécution des sous-missions 1, 2 (composant 1 de la sous mission audit annuel des états de synthèse), 3 et 4, court à partir de la date de l'ordre de service signé par la Directrice Générale de l'OFPPT ou son délégué ;
- Quinze (15) jours supplémentaires pour l'audit des états de synthèse consolidés (composant 2 de la sous mission 2), en raison de la disponibilité tardive des rapports des commissaires aux comptes des filiales, court à partir de la date de l'ordre de service signé par la Directrice Générale de l'OFPPT ou son délégué.

4/

N/Réf : OFP/DAL/S.MAR /N° MAA6 /2024

Casablanca, le 11.0 SEPT 2024

Question 2 : L'article 32 du CPS (page 43/49) portant sur l'équipe appelée à intervenir, prévoit la justification de l'appartenance au cabinet du Chef de projet et des auditeurs par « l'attestation des salariés déclarés ». Toutefois, les articles 9.1 ou 9.3 portant sur le contenu du Dossier administratif et l'Offre technique ne prévoient pas cette attestation. Est-ce qu'il est permis, dans ce cas, de la rajouter au niveau de l'Offre technique ?

De même, les articles 32 du CPS et 24 du RC prévoient un Chef de projet, expert-comptable diplômé et inscrit à l'Ordre des Experts-Comptables : Toutefois l'article 9.3 (page 9/49 et page 13/49) ne prévoit pas obligatoirement la production de l'attestation d'inscription à l'OEC du concerné. NB : à ne pas confondre l'attestation en question avec le contenu du complément de dossier prévu au niveau de l'article 9.1-B où il est demandé l'attestation d'inscription du concurrent.

Réponse 2 : En complément aux documents listés au point 9.3, l'offre technique doit inclure :

- L'attestation des salariés déclarés par le cabinet pour le dernier mois -modèle 212-2-45 ;
- Une copie certifiée conforme à l'original de l'attestation d'inscription à l'Ordre des Experts-Comptables datée de l'année en cours pour le Chef de projet (expert comptable).

Question 3 : Au niveau de la page 36/49 traitant la sous-mission 1 « Evaluation et appréciation du dispositif de contrôle interne », il est demandé de vérifier l'établissement des rapports d'audit des marchés dont le montant est égal ou supérieur à 3 MDH.

Est-ce qu'on doit comprendre de cette disposition que la diligence de l'auditeur doit être orientée de manière générale vers le contrôle du respect de l'obligation réglementaire d'audit des marchés publics indépendamment des seuils applicables ? A rappeler que le seuil de 3 MDH est entré en vigueur en vertu du nouveau décret des marchés publics 2-22-431. De même pour les marchés négociés dont le montant dépasse 1 MDH.

Réponse 3: L'auditeur devra s'assurer de la conformité avec les seuils réglementaires établis par le nouveau décret n°2-22-431, notamment pour les marchés dont le montant dépasse 3 MDH et les marchés négociés excédant 1 MDH.

Question 4 : La sous-mission 4 (page 40/49) portant sur « l'audit financier des contrats spéciaux de formation » a pour objectif de statuer sur la régularité, la conformité et la sincérité des opérations financières en relation avec les dispositifs GIAC et CSF.

Est-ce qu'un cabinet ayant réalisé ou en cours de réalisation, directement ou indirectement, des prestations d'assistance, de conseil ou de formation en faveur des GIAC ou en faveur des entreprises bénéficiaires des dispositifs CSF peut participer au présent appel d'offres ? Est-ce qu'une telle

N/Réf : OFP/DAL/S.MAR. /N° AMT /2024

Casablanca, le ... 10 ... SEPT ... 2024

situation ne constitue pas un conflit d'intérêt au regard des normes d'audit applicables au Maroc et au regard de la réglementation en vigueur.

A préciser que la déclaration sur l'honneur à signer par le cabinet telle qu'annexée au dossier d'Appel d'Offres mentionne au niveau du point n°9 ce qui suit : « j'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ».

Réponse 4 : Un cabinet ayant réalisé des prestations pour les GIAC ou les entreprises bénéficiaires des dispositifs CSF peut participer à cet appel d'offres sans être en situation de conflit d'intérêts. En effet, les Groupements Interprofessionnels d'Aide au Conseil (GIAC) et les Contrats Spéciaux de Formation (CSF) ont pour mission de soutenir la formation continue. La réalisation de prestations dans ce cadre ne compromet pas l'indépendance d'un cabinet dans la conduite de ses audits.

En outre, il serait injuste d'éliminer les cabinets ayant bénéficié des dispositifs CSF, car cela reviendrait à pénaliser des entreprises qui exercent légitimement leur droit à la formation continue. Cette participation prouve d'ailleurs l'engagement de ces entreprises dans le développement de leurs compétences, un facteur qui devrait être considéré comme un atout et non comme un handicap. Exclure de tels cabinets reviendrait à décourager les efforts déployés par les entreprises pour améliorer leurs ressources humaines, ce qui serait contraire à l'esprit même des dispositifs de formation continue.

Nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

Salutations distinguées.

LE DIRECTEUR DE L'APPROVISIONNEMENT
ET DE LA LOGISTIQUE PI


MOHAMED AMINE TERRAS